



Organisation  
internationale  
du Travail

# TRAVAIL

Le magazine de l'OIT  
NUMÉRO SPÉCIAL 2016



LE TRAVAIL POUR SORTIR  
DE LA PAUVRETÉ



Le magazine *Travail* est publié par le  
Département de la communication et de l'information publique  
de l'Organisation internationale du Travail (OIT)  
en anglais, espagnol et français.

RÉDACTEUR EN CHEF

Hans von Rohland

PRODUCTION

Corine Luchini

ÉDITEUR PHOTO

Marcel Crozet

COMITÉ DE RÉDACTION

Claire Anholt, Chris Edgar, Peter Forster, Jean-Luc Martinage, Fatuma Musa,  
Hans von Rohland, David Williams, Rosalind Yarde

GRAPHISME

Manuela Flamini, OIT Turin

Le magazine n'est pas un document officiel  
de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations  
utilisées n'impliquent, de la part de l'OIT, aucune prise de position quant au statut  
juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé  
de ses frontières.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise, de tel ou tel produit ou procédé  
commercial, n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les textes et les photographies peuvent être librement reproduits à condition  
d'en mentionner la source (sauf les photos d'agences). L'envoi d'un justificatif serait  
apprécié.

Toute correspondance doit être adressée au Département de la communication et  
de l'information publique de l'OIT, CH-1211 Genève 22, Suisse.

Tél.: +4122/799-7912

Télécopie: +4122/799-8577

Courriel: [ilo\\_magazine@ilo.org](mailto:ilo_magazine@ilo.org)

[www.ilo.org/communication](http://www.ilo.org/communication)

Imprimé par l'OIT Turin

Photo de couverture: Marcel Crozet, OIT



# Bienvenue!

L'OIT a fait de l'éradication de la pauvreté l'un des thèmes des sept initiatives du centenaire qui marqueront son centième anniversaire en 2019. L'action menée dans le cadre de cette initiative orientera les efforts déployés par notre Organisation pour atteindre les objectifs ambitieux du programme des Nations Unies à l'horizon 2030.

Pour nourrir le débat sur cet enjeu essentiel parmi les membres de l'OIT, le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder, a choisi l'éradication de la pauvreté pour thème de son rapport à la Conférence internationale du Travail (CIT).

Nous savons que le travail est le meilleur moyen de sortir de la pauvreté. Mais la création d'emplois et l'éradication de la pauvreté ne se décrètent pas. C'est un processus long et complexe auquel doivent participer tous les pans de la société.

Pour enrayer l'engrenage de la pauvreté, il faut enclencher un nouveau cycle de création d'emplois et de richesses au niveau local. Les jeunes peuvent jouer un rôle clé dans ce processus, comme le montre notre principal reportage en Tunisie.

La transition de l'école à la vie active, le passage de l'enfance à la vie adulte, peuvent déterminer les chances d'une personne d'échapper à la pauvreté. Le chômage des jeunes pèse très lourd sur le développement économique et social. Il perpétue la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre et s'accompagne d'une hausse de la délinquance, de la violence et de la toxicomanie, ainsi que de l'extrémisme politique.

Toutefois, la lutte contre la pauvreté ne concerne pas seulement les jeunes. Toutes les générations de travailleurs ont besoin d'emplois décents et productifs. Les entreprises durables et les mutations économiques jouent un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté comme l'illustre le récit du Timor-Leste. Pour autant, la pauvreté n'est plus seulement un enjeu pour les pays en développement; elle provoque un débat animé sur la résurgence d'un risque de pauvreté et d'exclusion sociale dans une Europe frappée par la crise et dans les économies avancées.

Dans ce magazine, d'autres articles abordent les thèmes qui seront débattus à la CIT: le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, une révision de la recommandation n° 71 de l'OIT sur l'emploi et le travail décent au service de la paix et de la résilience et les amendements à la convention du travail maritime (MLC).

Nous revenons aussi sur la précédente Conférence: qu'est-il advenu du protocole à la convention n° 29 sur le travail forcé adopté en 2014? La Mauritanie figure parmi les pays qui l'ont ratifié. *Travail* s'est entretenu avec le Directeur général du travail de Mauritanie à propos du geste courageux accompli par son pays avec la ratification du protocole.

Et, pour finir, vous trouverez les publications récentes de l'OIT en fin de magazine.

## Hans von Rohland

Rédacteur en chef du magazine *Travail*



# Sommaire



**6**

Briser le cercle de la pauvreté en Tunisie



**10**

Kesra: de l'eau et des figes pour sortir de la pauvreté



**12**

Quand les Nobel couronnent le dialogue social



**14**

S'affranchir de la pauvreté par le travail au Timor-Leste



## BETTER WORK

Un tour d'horizon photographique des sites de l'industrie du textile en Haïti, au Lesotho et au Nicaragua où le programme Better Work a créé des partenariats pour aider les travailleurs et les entreprises

# 22



# 17

Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales



# 19

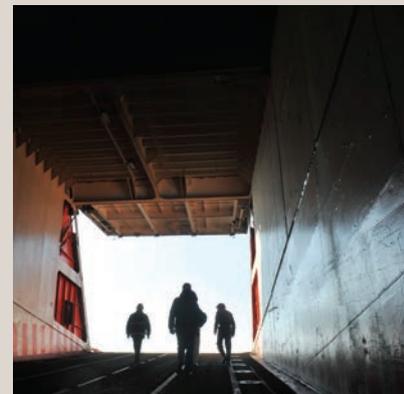
Viet Nam: mieux travailler pour mieux gérer et vivre mieux



# 24

Dynamiser l'emploi dans les Etats fragiles

De réfugié au Kenya à propriétaire d'une boutique en Somalie



# 28

Convention du travail maritime

La Commission tripartite spéciale de l'OIT recommande de prendre des mesures contre le harcèlement et l'intimidation à bord des navires



# 31

S'unir pour lutter contre l'esclavage moderne  
La Mauritanie renforce sa lutte contre le travail forcé



# 33

MÉDIATHÈQUE



■ Le nouveau marché couvert de Sidi Bouzid construit par des entrepreneurs locaux va permettre aux commerçants de mieux exposer leurs produits et d'être protégés des intempéries.

## BRISER le cercle de la pauvreté en Tunisie

Briser le cercle de la pauvreté passe par le développement des zones défavorisées et la création d'opportunités pour la population locale. En Tunisie, l'OIT a lancé une série de projets dans ces zones en utilisant une approche participative qui inclut les bénéficiaires dans leur réalisation. Les jeunes sont au centre de ce processus car la transition de l'école à un emploi détermine les chances d'un adulte de sortir de la pauvreté.

*Par Jean-Luc Martinage et Marcel Crozet (photos)  
Version multimédia: [ilo.org/reportagetunisie](http://ilo.org/reportagetunisie)*

TUNIS, février 2016 – Le soleil illumine les façades coquettes de l'avenue Habib Bourguiba, au centre de la capitale. Au cœur de cet hiver décidément très doux, qui contraste avec le climat rude que subit le pays sur le plan économique, social et sécuritaire, les promeneurs viennent profiter de l'ombre des ficus qui bordent l'allée centrale.

Sur les marches du théâtre municipal, nous rencontrons un jeune homme, Oussama Benguila. Il a 28 ans, poursuit des études tout en survivant en faisant de petits boulots essentiellement dans l'économie informelle.

Lorsqu'on lui parle de l'attribution du prix Nobel de la paix 2015 au Quartet tunisien, incluant notamment les organisations syndicales et patronales UGTT et Utica, il reconnaît que c'est un honneur pour le pays: «Depuis le soulèvement populaire du 14 janvier 2011, la jeunesse tunisienne a acquis la liberté d'expression. Mais notre objectif en tant que jeune, c'est aussi d'avoir du travail», résume-t-il.

L'emploi – et en particulier l'emploi des jeunes – est donc au centre de la crise économique et sociale à laquelle la Tunisie est confrontée. En janvier 2016, les jeunes étaient descendus à nouveau massivement dans la rue pour exiger d'obtenir les emplois qui font cruellement défaut.

Il faut dire que le sort s'acharne sur ce pays d'un peu plus de 10 millions d'habitants qui fut pendant des années une destination touristique favorite de nombreux étrangers. Les attaques terroristes de 2015 contre le musée du Bardo à Tunis puis contre un hôtel près de Sousse ont fait fuir les touristes.

Ces événements ont eu de lourdes conséquences pour l'emploi dans l'industrie touristique dans son ensemble, des hôtels en passant par les restaurants, les prestataires de services, les artisans et les commerçants des médinas.

### AIDER LES RÉGIONS DÉFAVORISÉES

Mais ces conséquences sur l'industrie touristique qui touchent surtout les zones côtières cachent une réalité encore plus dure, celle des régions de l'intérieur du pays, peu développées. En effet, elles ont été délaissées durant des décennies, au profit de la côte. Depuis la révolution, l'Etat tente de rétablir un certain équilibre, mais la tâche reste énorme.

C'est le cas notamment du gouvernorat de Sidi Bouzid, à 250 kilomètres au sud de Tunis. C'est à Sidi Bouzid qu'a commencé la révolution tunisienne.

Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, jeune marchand ambulant, désespéré par l'impossibilité de gagner sa vie et par les brimades dont il est victime de la part des forces de l'ordre, s'immole par le feu devant le siège du gouvernorat. Il décédera quelques jours plus tard. Même si des versions différentes existent sur les circonstances du drame, ce fait est généralement considéré comme le point de départ qui entraînera une mobilisation générale du peuple aboutissant à la chute de la dictature le 14 janvier 2011.

Cinq ans après, nous nous rendons à Sidi Bouzid. C'est en effet cette ville symbole de la crise économique et sociale en Tunisie que l'Organisation internationale du Travail (OIT) a choisie pour implanter un projet pilote qui concerne la création d'un marché couvert au centre-ville, construit selon les principes de l'approche HIMO, une méthode d'exécution de travaux favorisant l'utilisation des ressources locales, le renforcement des capacités pour créer des emplois et une dynamique intégrée de développement local.

Cette réalisation est particulièrement symbolique puisqu'elle va permettre aux commerçants, y compris

«Depuis le soulèvement populaire du 14 janvier 2011, la jeunesse tunisienne a acquis la liberté d'expression. Mais notre objectif en tant que jeune, c'est aussi d'avoir du travail», explique Oussama Benguila, jeune chômeur tunisien rencontré à Tunis.

certains commerçants ambulants, de pouvoir travailler dans des conditions décentes aussi bien comme marchands permanents que lors du souk hebdomadaire.

En effet, jusqu'ici – faute d'espace aménagé – les commerçants s'installaient de manière désordonnée dans les rues étroites du centre-ville, sans possibilité d'exposer convenablement leurs produits, créant une situation chaotique, surtout en cas de pluie, et conflictuelle avec la mairie, par le blocage des rues.

«Le projet de l'OIT en cours d'achèvement va permettre aux marchands de disposer de locaux adaptés leur donnant la possibilité de mettre en valeur leurs produits dans un édifice respectant le style de construction traditionnel de la région et valorisant l'utilisation des matériaux locaux», explique Jean-Louis De Bie, conseiller technique principal du Programme d'appui au développement des zones défavorisées (AZD) de l'OIT. Financé par l'Union européenne, il apporte un soutien à la création d'emplois, au développement économique local et en matière de réinsertion professionnelle en complétant les dispositifs de l'Etat tunisien dans les gouvernorats de Gafsa, Siliana, Le Kef, Sidi Bouzid et Kasserine.

A deux pas du chantier de construction du marché, nous croisons la charrette colorée de Salah Bouazizi, qui nous dit être un petit-cousin du héros de la Révolution tunisienne. A 31 ans, ce père de famille de deux enfants survit tant bien que mal en tant que vendeur ambulant. Il voit d'un bon œil la construction du marché. Une fois terminé, l'ouvrage permettra d'accueillir 372 commerçants. Etals et boutiques de ventes de légumes et de fripes s'étendront sur 2,7 hectares.

Le projet a pour particularité de s'appuyer sur les petits entrepreneurs locaux. Quarante ouvriers sont ainsi présents en permanence sur le chantier, tous employés d'entrepreneurs de la région. La majeure partie des matériaux utilisés provient aussi de carrières locales (moellons, dalles et pavés de roche).

Daly Karim est un jeune entrepreneur de bâtiment âgé de 31 ans. Après avoir obtenu son diplôme en génie civil, il est resté longtemps sans travail mais le chantier du marché a constitué pour lui son premier contrat. «Sur ce chantier, j'ai acquis une expérience que je vais pouvoir exploiter ailleurs. Depuis, j'ai décroché de nouveaux contrats et j'ai pu employer jusqu'à 12 personnes sur le chantier du marché», se réjouit-il.

Son enthousiasme est partagé par Rachid Omri, un autre entrepreneur de Sidi Bouzid qui, après avoir terminé les travaux sur le lot qui lui avait été attribué, a gagné le contrat de la construction de la Maison des jeunes de Sidi Bouzid en appliquant la même méthodologie que pour le marché central, c'est-à-dire un style de construction régional et l'utilisation de pierres en provenance des carrières de la région.



## RECHERCHE OUVRIERS AGRICOLES QUALIFIÉS

Le programme AZD de l'OIT développe en parallèle une autre activité dans la région de Sidi Bouzid, dans la localité de Regueb, connue pour la fertilité de sa terre. Pourtant, les habitants de la région n'en tiraient jusqu'ici que peu de bénéfices, les terres appartenant à de grands propriétaires vivant loin de là. Malgré un chômage élevé dans la région, ils faisaient venir la main-d'œuvre des zones côtières, faute de pouvoir trouver sur place des ouvriers agricoles qualifiés.

Tout comme pour le marché de Sidi Bouzid, le projet de l'OIT à Regueb implique largement les partenaires sociaux, les structures publiques, privées et les populations regroupées au sein d'un Forum de développement économique local créé par le projet et offrant un espace de dialogue et de concertation.

«Ici, l'OIT a identifié les possibilités en matière de formation en vue de créer un pool de compétences de service agricole», explique Saïd Ayouni, expert en développement économique local de l'OIT à Regueb. «Ce projet pilote nous a permis de former près d'une centaine de personnes soit à la taille et au greffage des arbres fruitiers et aux cultures maraîchères, soit à la cueillette, à l'emballage et au conditionnement des produits agricoles locaux.»

Ali Jalali a 24 ans. Il était jusqu'ici au chômage et devait trouver le moyen de faire vivre sa famille, notamment ses deux frères et sœur. «Je ne connaissais rien aux arbres fruitiers avant ma formation et me voici désormais qualifié dans ce domaine. Grâce au projet, j'ai pu trouver un travail. Je touche environ 450 dinars par mois, logé et nourri», se réjouit-il.

A côté d'Ali, une jeune femme retient notre attention. Fatma Jaballi vient tout juste de fêter ses 30 ans. Elle a, elle aussi, suivi la formation. Pourtant, lorsqu'on prend connaissance de son parcours, on saisit mieux le gâchis que constitue la question du chômage des jeunes diplômés. En effet, Fatma nous apprend qu'elle est titulaire d'un Master en géologie.

«Je suis sortie première de ma promotion à l'Université de Bizerte. Comme d'autres de mes camarades, je n'ai pas pu partir pour faire un doctorat en Europe ou au Canada. Malgré mon diplôme, je n'avais aucune perspective d'emploi et il fallait bien que je trouve un travail rémunérateur pour venir en aide à ma famille», explique-t-elle.



Comme son cousin héros de la Révolution tunisienne, Salah Bouazizi est commerçant ambulant au marché de Sidi Bouzid.



Le parcours de Fatma Jaballi, contrainte de reprendre l'exploitation agricole de ses parents malgré son Master en géologie, est symbolique de la crise de l'emploi chez les jeunes diplômés tunisiens.

Lasse d'être en chômage, elle prend alors la décision de reprendre l'exploitation agricole familiale de ses parents dans la région de Regueb. Profitant d'un accès au crédit facilité pour les «diplômés chômeurs», elle peut ainsi relancer son activité. La formation de l'OIT est tombée à pic pour lui fournir les compétences agricoles qui lui manquaient encore.

## SE PRENDRE EN CHARGE

La jeune femme ne se positionne pas en victime. Certes, elle regrette de ne pas avoir pu trouver un travail dans le secteur auquel elle était destinée et correspondant à son niveau d'études, mais elle a su rebondir et ses différentes compétences devraient lui permettre de monter en puissance dans son activité.

Lorsqu'on l'interroge sur le désespoir de certains jeunes, elle estime qu'il faut aussi savoir changer de mentalité. «Les jeunes Tunisiens doivent changer, ne pas être attentistes. Il faut être proactifs et se former quand on en a la possibilité», nous dit-elle.

De retour à Tunis, un autre jeune entrepreneur nous tient un discours quasi identique sur la nécessité pour certains jeunes de ne pas tout attendre de l'Etat et de se prendre en charge. Mohamed Riadh Sallem a 28 ans. Il dirige une société spécialisée dans la sécurité électronique.

Le jeune homme emploie sept personnes dans un secteur de pointe en plein développement. Toutefois, afin de prouver la qualité du travail de sa société, il a obtenu la certification du CETIME (Centre technique des industries mécaniques et électroniques) avec l'appui de la Chambre syndicale nationale des entreprises de sécurité électronique.

Certes, au-delà de quelques belles réussites, la situation des demandeurs d'emploi et notamment des jeunes diplômés reste très préoccupante. Selon les statistiques pour le quatrième trimestre 2015 de l'Institut national tunisien de la statistique, le taux de chômage chez les diplômés de l'enseignement supérieur atteint 31,2 pour cent, contre 15,4 pour cent pour l'ensemble de la population. Le taux de chômage des filles

parmi ces diplômés du supérieur grimpe à 41 pour cent, soit le double de celui enregistré chez les garçons.

Pendant ce temps, le Bureau de l'emploi en Tunisie indique que 75 pour cent des jeunes actifs entre 15 et 29 ans travaillent dans l'économie informelle.

## CRÉER DES EMPLOIS DE QUALITÉ

Avant de quitter Tunis, nous nous entretenons avec le ministre des Affaires sociales, Mahmoud Ben Romdhane (lire aussi page 13), qui ne nie pas l'ampleur du défi. «Nous devons passer à un modèle de développement créateur d'emplois de qualité», insiste-t-il.

«Nous sommes un pays en reconstruction. Cela signifie un immense plan de développement, un plan Marshall. La communauté internationale peut aider la Tunisie en pariant sur elle, en l'aidant à assurer sa consolidation démocratique car la démocratie tunisienne est aujourd'hui un bien public mondial», ajoute-t-il.

Le ministre insiste également sur la priorité accordée à la protection sociale pour lutter contre la pauvreté, notamment en matière de développement de l'assurance-chômage et de la couverture santé pour les 10 à 15 pour cent des Tunisiens qui n'en bénéficient toujours pas.

### DES EMPLOIS DÉCENTS POUR LA JEUNESSE TUNISIENNE

En Tunisie, l'OIT apporte également son expertise technique, soutient le développement inclusif ainsi que le renforcement institutionnel des différents acteurs responsables de la promotion de l'emploi des jeunes tant au niveau local, régional que national à travers le projet PEJTUN, financé par la Coopération danoise au développement (DANIDA). Le projet est réalisé en étroite collaboration avec le gouvernement et les partenaires sociaux.

Pour plus d'information, consulter: [www.td-maghreb.org](http://www.td-maghreb.org)



Le projet pilote de l'OIT à Regueb a permis de former près d'une centaine de personnes soit à la taille et au greffage des arbres fruitiers et aux cultures maraîchères, soit à la cueillette, à l'emballage et au conditionnement des produits agricoles locaux.

# Kesra: de l'eau et des figues pour sortir de la pauvreté

Une autre intervention du Programme d'appui de l'OIT au développement de zones défavorisées en Tunisie (AZD), financé par l'Union européenne, constitue un bon exemple de la possibilité de stimuler l'activité économique locale se basant sur les besoins des populations.

Kesra est une petite ville de 2500 habitants – une des plus hautes de Tunisie – perchée en haut d'une montagne de la « dorsale tunisienne », à 1200 mètres d'altitude. Cette localité du gouvernorat de Sliana, à 160 kilomètres de Tunis, rassemble toutes les caractéristiques des endroits défavorisés, notamment par son accès difficile et son éloignement des grands centres urbains. Dans ce contexte, rester au pays et trouver du travail semblent une mission bien délicate.

Pourtant, c'est possible. Tout a commencé par un projet d'irrigation. En effet, le potentiel agricole de Kesra – et notamment la production de ses figues connues dans tout le pays – était en diminution depuis plusieurs années, en raison du manque d'eau et de sa gestion défaillante.

Après avoir contacté les différents partenaires et mené une étude de faisabilité, le programme de l'OIT a fait appel à une jeune femme ingénieure hydraulique, Wided Bougrine, pour mener des travaux hydroagricoles, dont l'installation de 1700 mètres de canaux permettant d'amener l'eau sur une superficie de 20 hectares.

«Après l'obtention de mon diplôme d'ingénieure à Tunis, j'étais au chômage quand on m'a contactée à propos de ce projet. Je vis à Kesra ainsi que ma famille, mes deux frères et mes trois sœurs. J'ai donc accepté avec enthousiasme de mener à bien ces travaux, qui m'apportent ainsi l'expérience professionnelle pour travailler sur d'autres chantiers. En ce moment, j'ai d'ailleurs des pistes d'emploi.»

Depuis la fin des travaux, les figuiers se sont multipliés sur les champs en pente disposant d'un accès nettement meilleur à l'eau. Par ailleurs, une autre source de revenus pour les populations locales méritait d'être exploitée: celle de la transformation de ce fruit particulièrement fragile, et dont les pertes en fruits frais sont importantes.

A la suite d'un second processus de consultation avec les agriculteurs et des femmes sans emploi de la localité, un groupement a été identifié afin de produire et commercialiser des confitures de figues, encore déclinées sous forme de jus, de sirop, de fruits séchés et de pâtes. Ces femmes du village, qui dépendaient entièrement de leur mari d'un point de vue financier, sont aujourd'hui organisées en groupement de développement agricole, et disposent de leurs propres revenus.

## LE RÔLE CLÉ DE LA FORMATION

Le programme de l'OIT a fourni les outils de production pour la transformation des figues et a pris en charge la formation technique d'une vingtaine de femmes, incluant l'obtention d'un certificat d'aptitude. Il a également permis aux femmes de se rendre à des foires agricoles à Tunis pour exposer leurs produits. Pour certaines, c'était la première fois qu'elles se rendaient dans la capitale. Le succès fut immédiat puis qu'une recette de 1000 dinars fut récoltée en seulement trois jours. Cet argent fut immédiatement réinvesti dans l'outil de production.



La jeune ingénieure hydraulique Wided Bougrine a supervisé l'installation de l'irrigation dans sa ville natale de Kesra, ce qui lui a permis d'obtenir une première expérience professionnelle.



Après quatre années de chômage, Sabrina Ben Hnia a pu trouver un travail dans sa ville en faisant la promotion des confitures de figues de Kesra.



■ Le potentiel agricole de Kesra – et notamment la production de ses célèbres figues – était en diminution depuis plusieurs années, en raison du manque d'eau.

Bientôt, le groupement devrait bénéficier de son propre local, mis à disposition par l'Etat et réhabilité par l'OIT, la transformation des produits s'effectuant jusqu'ici au domicile de l'une des femmes.

Tliba Hana, une jeune mère de famille de deux enfants, se dit très heureuse d'avoir rejoint le groupement. Elle aussi avait pourtant suivi une formation supérieure sous la forme d'une maîtrise en documentation qui n'avait abouti qu'à six années de chômage avant qu'enfin elle puisse recevoir une véritable rémunération venant de son travail.

Sa collègue Sabrine Ben Hnia, 26 ans, partage sa satisfaction. Malgré l'obtention d'un CAP en pâtisserie, elle avait connu quatre ans de chômage, avant d'intégrer le groupement. Après avoir suivi la formation mise en place par l'OIT, elle a pu s'impliquer dans la confection, la promotion et la vente des confitures. Elle a même désormais développé sa propre activité en parallèle.

Mohamed Ali Belgacem est, lui, un jeune agriculteur du village. Il nous montre fièrement la centaine de figuiers qu'il a pu planter grâce au projet d'irrigation. Son activité devrait monter en puissance puisqu'il faut trois ans pour que l'arbre commence à produire. Il espère ainsi pouvoir embaucher plusieurs ouvriers agricoles dans les années qui viennent.

En attendant, quelque mille pots de confiture de figues sont déjà produits par saison (en juillet-août). Afin de maintenir une activité le reste de l'année, d'autres produits sont désormais transformés (coings, oranges, fraises, grenades, au fil des récoltes).

Chaque fin de semaine, les femmes installent un stand au centre du bourg et vendent leurs produits aux visiteurs essentiellement tunisiens et algériens de passage dans la localité qui se trouve sur le circuit touristique du pays. On peut imaginer que, lorsque les touristes du monde entier reviendront en Tunisie, ils ramèneront eux aussi dans leurs bagages la confiture des célèbres figues de Kesra.

# Quand les Nobel couronnent le dialogue social



Les partenaires sociaux signent un accord évitant un conflit dans les locaux de la Direction générale de l'inspection du travail et de la conciliation à Tunis.

L'exemple de la Tunisie montre aussi que le dialogue social à tous les niveaux – au sommet et sur le terrain – peut faciliter la lutte contre la pauvreté. Ainsi, des négociations collectives efficaces entre les partenaires sociaux favorisent une distribution plus équitable des revenus et richesses d'un pays.

En attribuant le prix Nobel de la paix 2015 au Quartet du dialogue national, l'Académie des Nobel a voulu récompenser sa contribution à la préservation des acquis démocratiques de la révolution tunisienne.

Parmi les quatre organisations couronnées figurent les partenaires sociaux tunisiens, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica).

Lorsque nous l'interrogeons sur l'importance des partenaires sociaux dans la préservation des acquis démocratiques, le ministre tunisien des Affaires sociales,

## CONSOLIDER LES ACQUIS DU DIALOGUE SOCIAL

Afin de promouvoir encore un peu plus le dialogue social, l'OIT a mis en place depuis 2012 un programme chargé de la promotion du dialogue national et du renforcement de la gouvernance du travail en Tunisie.

«Financé par le gouvernement de Norvège, notre programme consiste désormais essentiellement à consolider les résultats et les acquis obtenus suite à la signature le 14 janvier 2013 du contrat social en présence du Directeur général de l'OIT, Guy Ryder», explique Samia Chouba, point focal de l'OIT en Tunisie et chef du projet de dialogue social.

Les différents axes comprennent notamment l'accompagnement dans les réformes économiques, de l'emploi, de la formation professionnelle et des systèmes de sécurité sociale, l'appui à la mise en place d'un socle de protection sociale, l'institutionnalisation du dialogue social via la création d'un conseil national du dialogue social.



Mahmoud Ben Romdhane,  
ministre tunisien des  
Affaires sociales



Houcine Abassi,  
secrétaire général  
de l'UGTT



Wided Bouchamaoui,  
présidente de l'Utica

Mahmoud Ben Romdhane, est catégorique: «C'est grâce à ces deux organisations que la Tunisie a pu dénouer la crise de sa transition politique [...] qui aurait pu déboucher sur une situation gravissime si elles n'avaient pas pris l'initiative d'engager un dialogue avec tous les partis politiques.»

Dans son bureau situé à quelques dizaines de mètres de l'entrée de la médina de Tunis, le secrétaire général de l'UGTT, Houcine Abassi, nous reçoit. Depuis l'attribution du Nobel, les visiteurs se succèdent auprès de lui.

«Nous avons fait notre devoir national envers notre pays et notre peuple [...]. Tout le monde connaît nos divergences d'opinions avec l'Utica en tant que partenaires sociaux mais, face aux dangers qui guettaient le pays, nous nous sommes dit que notre rencontre serait un message clair lancé aux partis politiques et aux forces vives du pays, dans l'intérêt suprême de la Tunisie», se souvient-il.

Dans l'immeuble moderne qui abrite le siège de l'Utica un peu à l'écart du centre-ville, la présidente, Wided Bouchamaoui, a elle aussi un agenda bien rempli en demande d'interviews. Lorsqu'on évoque la perception extérieure de ce dialogue entre l'UGTT et son organisation à l'époque, elle nous tient un discours assez proche de celui d'Houcine Abassi.

«Nous n'étions pas habitués à ce contact entre le patronat et les syndicats car auparavant nous nous réunissions seulement tous les trois ans pour les négociations sociales. Nous avons su créer un dialogue même s'il reste beaucoup de différences entre nous», reconnaît-elle.

Mais le dialogue social en Tunisie a lieu non seulement au sommet, mais aussi sur le terrain. Il existe ainsi de longue date des processus de conciliation afin d'éviter les conflits. Dans le quartier Beb Al Khadhra à Tunis, nous nous rendons au siège de la Direction générale de l'inspection du travail et de la conciliation. Cet après-midi-là, deux réunions de conciliation ont lieu, en présence d'un facilitateur de l'inspection du Travail et de représentants de l'UGTT et de l'Utica. Le ton de la négociation est ferme, des éclats de voix se font entendre. Mais, à la fin, un accord provisoire est trouvé.

«Le nombre de conflits s'est accru mais, en 2015, nous avons réussi à trouver un accord dans 75 pour cent des cas pour les conflits collectifs», explique Foued Ben Abdallah, Directeur général de la Direction générale de l'inspection du travail et de la conciliation. Il reconnaît cependant que le système doit encore être amélioré avec la mise en place d'un Conseil national du dialogue social.

Après la séance de conciliation et au-delà de leurs divergences, les négociateurs de l'Utica et de l'UGTT nous confient leur fierté face à l'attribution du prix Nobel qu'ils considèrent comme un honneur pour le pays tout entier. A l'écho de leurs dirigeants nationaux, ils insistent sur la responsabilité supplémentaire que leur donne le Nobel, surtout dans le contexte économique et social actuel. Ils soulignent d'ailleurs l'importance des défis qu'il reste encore à relever, un message que nous avons entendu de toute part, de Tunis à Sidi Bouzid.

## LE CHÔMAGE DES JEUNES, FREIN AU DÉVELOPPEMENT

«Le chômage des jeunes constitue un véritable fléau non seulement en Tunisie, mais aussi dans les autres pays de la région. Il est un frein au développement et à la lutte contre la pauvreté», explique Mohamed Ali Ould Sidi, directeur du Bureau régional de l'OIT pour les pays du Maghreb. C'est pourquoi l'OIT dans la région accorde la priorité à la promotion de l'emploi en particulier dans les économies rurales et informelles. Elle souligne aussi la nécessité d'agir pour lutter contre le chômage des jeunes. Le renforcement des capacités des mandants tripartites à contribuer plus efficacement à la réalisation d'une croissance équitable et inclusive constitue également une urgence majeure. Lors de sa mission à Tunis le 29 mars 2016 à l'occasion de l'ouverture du Dialogue national sur

l'emploi, le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder, a indiqué que l'Organisation exécute plusieurs projets de coopération, surtout dans le domaine de l'emploi, en particulier dans les régions défavorisées. Par ailleurs, dans le cadre de la célébration de son centenaire, l'OIT soutient l'initiative prise par la Tunisie en organisant, au mois de mai 2016, une consultation tripartite sur le thème «consécration de la valeur du travail et institutionnalisation du dialogue social pour un meilleur avenir du travail».

«L'OIT se tient prête à soutenir les gouvernements et les partenaires sociaux en Tunisie et ailleurs à relever ce défi. Il est urgent d'agir pour redonner espoir aux jeunes et éviter les pièges extrémistes liés à la désillusion», conclut M. Ould Sidi.



- Promouvoir une nouvelle destination touristique: l'environnement naturel préservé est l'un des atouts majeurs d'Atauro.

# S'affranchir de la pauvreté par le travail au Timor-Leste

Par Gitta Lingga et Hans von Rohland

La longue marche du Timor-Leste vers l'indépendance a affaibli de larges secteurs de l'économie et des infrastructures. Malgré une croissance récente rapide, alimentée par le pétrole, la pauvreté reste un phénomène aigu puisque la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour.

La plupart des pauvres sont employés dans l'agriculture de subsistance à faible productivité. C'est pour cela que les experts de l'OIT ont immédiatement mis l'accent sur les systèmes de développement du marché quand l'Organisation a été appelée à l'aide. «Cette approche accroît les rendements pour les producteurs ruraux indépendants qui travaillent dur sans pouvoir sortir de la pauvreté», a déclaré Roberto Pes, chef de mission de l'OIT au Timor-Leste.

De 2011 à 2015, le projet de l'OIT de services et de soutien aux entreprises (BOSS) a aidé les communautés locales à améliorer les pratiques agricoles, à développer l'accès au marché, à créer des emplois et de petites et

moyennes entreprises. Financé conjointement par Irish Aid et la Coopération néo-zélandaise, le projet a promu le développement économique en faveur des pauvres et les emplois de qualité pour les femmes et les hommes, tout en contribuant indirectement à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits.

Le projet BOSS est intégré à l'Institut d'aide au développement des entreprises au Timor-Leste (IADE), une branche du secrétariat d'Etat pour l'Appui et la promotion du secteur privé. Le projet s'est employé à renforcer les capacités de l'IADE pour qu'il fournisse des services efficaces en matière de création d'entreprise au secteur privé naissant.

Avec l'assistance technique de BOSS, l'IADE propose dorénavant le programme «Gérez mieux votre entreprise» (GERME) aux entrepreneurs et aux futurs chefs d'entreprise. Plus de 5000 entrepreneurs ont été formés jusqu'à présent.

En plus de la formation, l'IADE met maintenant en relation acheteurs et fournisseurs, offre des conseils et des

informations aux entreprises, un soutien marketing et des études de marché. Il organise des foires commerciales et, en 2015, l'IADE a initié le premier salon international de la construction dans la capitale du Timor-Leste, Dili. Des exposants venus d'Australie, du Portugal, d'Indonésie et de Chine y ont participé.

Le projet BOSS travaille aussi directement avec des partenaires du secteur privé dans les domaines de l'horticulture, de la viande et du tourisme, comme le montrent les trois exemples suivants.

Maubisse au Timor-Leste est l'endroit idéal pour la production de légumes. Le projet de l'OIT de services et de soutien aux entreprises (BOSS) a aidé les communautés locales à améliorer les pratiques agricoles.



## RÉCOLTER PLUS QUE DES LÉGUMES

Niché au cœur des montagnes vallonnées à 1500 mètres d'altitude, Maubisse est l'endroit idéal pour la production de légumes. Ce petit sous-district du sud-ouest du Timor-Leste jouit d'un climat frais, d'une forte pluviosité et de sols fertiles.

Alors que les premiers rayons du soleil éclaboussent les terres luxuriantes, Maria de Jesus Mendoca et sa famille entament leur travail aux champs: ils arrosent, désherbent et sèment. Depuis des générations, faire pousser des légumes a constitué le moyen de gagner leur vie dans cette région d'environ 22000 habitants, et aujourd'hui ils en tirent un revenu stable. Comme le dit l'un des paysans de la région: «Nous n'avons plus à partir pour gagner notre vie. L'argent vient à nous!».

Il y a deux ans à peine, les agriculteurs étaient confrontés à une conjoncture difficile quand ils essayaient de vendre leurs légumes. «Avant, nous cultivions beaucoup de légumes que nous ne pouvions pas vendre sur le marché», a expliqué Maria de Jesus Mendoca, 47 ans. «Quand personne ne les achetait, nous devions les rapporter à la maison.» Avec quatre jeunes enfants à élever, M<sup>me</sup> Mendoca avait du mal à joindre les deux bouts. D'autres cultivateurs étaient dans la même situation. Malgré des générations d'expérience dans l'agriculture, les paysans de Maubisse étaient entravés par un accès limité au marché, un manque de fournitures agricoles et des pratiques dépassées.

Les choses ont commencé à changer en mai 2012 quand une société horticole locale, appelée Josephina Farm, a conclu un partenariat avec les paysans. La société a fourni des semences potagères aux agriculteurs, leur a appris de nouvelles techniques de culture et leur a montré comment cultiver des légumes bio et faire du compost biologique. Quand est venue la saison des récoltes, elle a aidé les agriculteurs à récolter, les a payés au comptant et a transporté les légumes pour les vendre dans des supermarchés de Dili, la capitale.

«La situation s'est améliorée à présent», raconte M<sup>me</sup> Mendoca. «Nous cultivons des légumes et Josephina les achète directement sur place. Nous pouvons maintenant subvenir aux besoins de nos familles.» Orlando, son mari, approuve: «Nous sommes heureux de pouvoir mener une vie décente, nous et nos familles.»

Actuellement, la famille Mendoca cultive un terrain de 4 hectares et produit une grande variété de légumes: haricots verts, concombres, courgettes, brocolis, roquette, laitue, aubergines, radis, carottes, tomates, chou rouge, persil et coriandre. Leur revenu a augmenté et s'est stabilisé. Avant le partenariat avec Josephina, les cultivateurs comme

eux gagnaient 100 dollars par an, maintenant ils peuvent gagner la même chose en une semaine.

Le directeur de Josephina Farm, Guido Ximenes Sequeira, explique que les changements apportés aux paysans par le projet sont à la fois concrets et pratiques. «Ils sont pleins d'enthousiasme pour travailler ensemble», dit-il. «Vous pouvez constater des progrès en matière de logement et d'éducation: maintenant, ils envoient leurs enfants à l'école et certains vont même à l'université.»

## SE LANCER DANS LES AFFAIRES À 60 ANS

L'âge n'est pas un obstacle pour lancer une nouvelle entreprise innovante. A 60 ans, Jaime Lemos C. Moris a créé et ouvert une entreprise de poulet kampong dans la région de Lautem, au Timor-Leste.

L'inspiration lui est venue en voyant les villageoises partir très loin de chez elles pour vendre leurs poulets sur le marché. «Quand elles m'ont dit que chaque ménage du village élevait des poulets, cela m'a donné l'idée de les aider à les vendre», explique ce père de huit enfants qui s'est lancé dans les affaires en 2014.

Quand il a cherché des moyens pour créer son entreprise et trouver des capitaux, Jaime Lemos est tombé sur une annonce concernant le Concours du plan d'affaires le plus innovant 2014 lancé par l'IADE. Il s'est immédiatement inscrit comme participant.

Même s'il n'a pas remporté le concours, son idée d'entreprise a été sélectionnée parmi les dix meilleures, ce qui lui a donné droit à une assistance commerciale complète, comprenant conseils, formation, promotion commerciale et aide au financement. Cette dernière a été utilisée comme capital de départ pour créer son entreprise à domicile et se procurer les équipements nécessaires, y compris un congélateur.

L'entrepreneur emploie maintenant quatre personnes. «J'emploie des jeunes qui ont quitté l'école en vue de leur offrir davantage de perspectives d'emploi. J'ai commandé une machine pour nettoyer les poulets afin d'accélérer le processus de production, ce qui me permettra de produire davantage et d'embaucher encore plus d'employés.»

Il espère maintenant développer son affaire pour produire de l'alimentation pour poulets. «Les aliments pour poulets sont chers et parfois difficiles à trouver.

Ce serait beaucoup plus pratique et rentable si les villageois pouvaient tout simplement acheter l'alimentation pour leurs poulets et vendre leur volaille au même endroit», a-t-il conclu.

## FAIRE DU TIMOR-LESTE UN NOUVEAU PÔLE TOURISTIQUE

Atauro est une petite île à proximité de Dili, la capitale du Timor-Leste. Elle est située dans le triangle de corail connu pour la richesse et l'abondance de sa vie marine.

Son principal attrait est son milieu naturel sauvage. Avec ses montagnes majestueuses et son long littoral comme ceux que l'on trouve à Atauro, le Timor-Leste est l'une des nouvelles destinations touristiques en Asie du Sud-Est. Avec une population de 8000 personnes, l'île est facile d'accès depuis Dili par ferry, bateau-taxi et avion charter.

Atauro, c'est l'île d'Avelino Pereira Fernandes, un entrepreneur de 30 ans qui préside l'Association des groupes touristiques (TGA). L'association s'emploie à promouvoir le tourisme à Atauro, à améliorer la coordination et à développer des partenariats entre les entreprises.

«Je préside cette association depuis deux ans. Nous espérons réunir différentes entreprises pour qu'elles se soutiennent les unes les autres et contribuent à l'essor de l'industrie touristique à Atauro. Nous souhaitons impliquer directement les communautés locales afin qu'elles bénéficient du tourisme», a déclaré Avelino Pereira.

L'association a été fondée en 2005. Toutefois, en raison du manque de coordination et d'engagement, elle n'a pas très bien fonctionné. Grâce au soutien du projet OIT-BOSS, l'association a trouvé un nouvel élan en 2013, avec la désignation d'Avelino Pereira à la présidence.

A ce jour, 20 entreprises touristiques, qu'il s'agisse d'artisanat, de restaurants, de chambres d'hôtes et bien d'autres, se sont inscrites comme membres. En collaboration, la TGA a identifié les attractions touristiques d'Atauro qui peuvent encore être développées, telles que la plongée, le camping et le trekking.

En outre, la TGA a dispensé une formation à ses membres sur l'hospitalité, la cuisine et la gestion commerciale. Des brochures et un site Web ont été créés pour promouvoir Atauro comme une destination touristique attrayante.

*Faire la guerre, c'était facile. Mais donner à manger aux gens, leur donner du travail, un logement, leur fournir de l'eau potable, leur rendre la vie meilleure, c'est la partie la plus difficile.*

Taur Matan Ruak,  
président du Timor-Leste



# LE TRAVAIL DÉCENT

## dans les chaînes d'approvisionnement mondiales

Les chaînes d'approvisionnement mondiales (CAM) constituent un mode courant d'organisation des investissements, de la production et des échanges dans l'économie mondiale. Si elles peuvent créer des emplois et contribuer au développement durable, les déficits inhérents de travail décent exigent une action à l'échelle mondiale.

Dans de nombreux pays, surtout les pays en développement, les CAM ont rapidement créé des emplois et ouvert des perspectives de développement économique et social. Cependant, les gouvernements n'ont pas tous été capables de s'adapter aux changements rapides liés à cette ouverture des marchés à la concurrence mondiale. Il apparaît clairement que la dynamique des relations d'emploi et de la production dans les CAM peut avoir des répercussions négatives pour les conditions de travail.

L'effondrement du bâtiment du Rana Plaza en 2013 et les incendies d'usine au Pakistan et au Bangladesh en 2012 ont coûté la vie à plus de 1500 personnes. Ils ont été autant de chocs pour la communauté internationale et ont

renforcé la nécessité d'agir à l'échelle mondiale afin de promouvoir le travail décent dans les CAM.

La Conférence internationale du Travail (CIT) de cette année discutera du travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

La discussion générale offre aux membres de l'OIT une excellente occasion de mieux comprendre comment la participation aux CAM peut contribuer au développement durable, à une croissance économique inclusive et au travail décent pour tous. Avec son mandat et son expérience du monde du travail, sa structure tripartite et son approche normative du développement, l'OIT est bien placée pour identifier les politiques et les



pratiques permettant d'exploiter les possibilités offertes par les CAM.

La discussion donnera des orientations aux gouvernements, aux organisations d'employeurs et de travailleurs du monde entier sur la manière de traiter les possibilités et les problèmes pour promouvoir le travail décent dans les CAM. Elle bénéficiera de la solide expérience acquise par l'OIT comme l'atteste le rapport soumis à la Conférence.

L'OIT a par exemple joué un rôle éminent dans la coordination de la réponse à l'effondrement du Rana Plaza. Suite à cet accident tragique, il a été décidé que les 3508 entreprises orientées à l'export devraient être soumises à une inspection des structures, de la sécurité incendie et de la sécurité électrique. L'Accord sur la sécurité incendie et bâtiments au Bangladesh et l'Alliance pour la sécurité de travailleurs du Bangladesh ont procédé à plus de 2000 inspections des usines qui fournissent leurs membres. Dans le cadre de son programme sur le secteur du prêt-à-porter, l'OIT soutient l'initiative nationale du gouvernement bangladais pour mener des inspections dans 1500 autres usines de prêt-à-porter.

## LES INITIATIVES DE L'OIT

Le programme Better Work – une initiative conjointe de la Société financière internationale (SFI) et de l'OIT –

a permis d'améliorer les droits des travailleurs et l'application de la législation du travail dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient, démontrant ainsi que les conditions de travail peuvent progresser grâce aux politiques publiques et à la collaboration du secteur privé.

D'autres initiatives de l'OIT, telles que le programme SCORE (Des entreprises durables, compétitives et responsables), ont contribué à la création d'emploi et à l'amélioration de la qualité de l'emploi dans les CAM, tandis que le Programme international pour l'élimination du travail des enfants (IPEC) de l'OIT contribuait à la promotion des droits des travailleurs dans les CAM.

Si de nombreux efforts ont été déployés pour remédier aux problèmes de travail décent, les leçons tirées de ces expériences ont montré que l'interaction et les synergies entre les mandants tripartites et les autres acteurs des CAM pouvaient encore être nettement renforcées. Des politiques ciblées tirant les leçons du passé et s'attaquant aux problèmes actuels sont indispensables pour créer des possibilités de travail décent pour tous.

La discussion générale de la CIT est une occasion historique d'examiner les exigences posées par les CAM sur les normes, cadres et procédures préconisés par l'OIT pour promouvoir le travail décent au niveau de l'entreprise et aux niveaux national, régional et mondial.

# mieux **TRAVAILLER** pour mieux **GÉRER** et **VIVRE** mieux



Better Work, un programme phare de l'OIT cogéré avec la Société financière internationale, est actuellement présent dans huit pays et sur le terrain dans plus de 1300 usines, au contact de quelque 1,5 million de travailleurs. L'expérience de Better Work au Viet Nam et dans les autres pays participant au projet montre qu'investir dans les chaînes d'approvisionnement mondiales est vraiment gratifiant.

*Par Claire Anholt et David Williams, Better Work*

Depuis 2007, Pham Thi Thanh a observé, admirative, l'essor de l'usine textile Poong In où elle travaille, qui est passée de 200 ouvriers en 2007 à plus de 3000 ouvriers aujourd'hui.

Elle a vu les salaires augmenter, les accidents reculer, les travailleurs, elle y compris, accumuler de l'ancienneté en demeurant au sein de l'entreprise année après année, renforçant le noyau d'ouvriers qualifiés et expérimentés de l'entreprise.

«Ils font les choses bien», affirme M<sup>me</sup> Thanh qui travaille au service du repassage. «Je les ai vus passer de Poong In 1 et 2 à Poong In 3, 4 et 5, même quand l'économie n'était pas très dynamique.»

Selon le Directeur général, Kim Ji Hwan, cette réussite commerciale trouve son origine dans le credo de l'entreprise qui veut qu'être juste avec les employés soit en fin de compte bon pour les affaires. «Nous voulions instaurer de bonnes conditions de travail dès le début et bien faire les choses», a déclaré M. Hwan.

C'est pourquoi quand la compagnie coréenne a ouvert ses portes il y a sept ans sur une petite parcelle de terre déserte au bord d'une route poussiéreuse du district de Tân Uyên, dans la province de Binh Duong, à 30 kilomètres au nord-est de Ho Chi Minh Ville, la société a instauré des salaires compétitifs et mis en place des

avantages sociaux qui ont attiré les ouvriers vers l'usine et contribué à les maintenir en place. Les cadres espéraient que les bonnes conditions de travail ne susciteraient pas seulement de la loyauté parmi les employés, mais attireraient aussi de grandes marques internationales d'habillement désireuses de traiter avec des entreprises qui respectent les droits de l'homme.

Comme les usines de prêt-à-porter à travers le Viet Nam se battent pour s'implanter dans le secteur florissant du textile dans le pays, entraînant une concurrence de plus en plus vive pour les grandes marques comme Gap, H&M ou Levis, Poong In savait qu'il avait besoin d'aide pour préserver son avantage compétitif. Ainsi, quand Better Work fut lancé au Viet Nam en 2009, Poong In figurait parmi les premiers adhérents aux services.

### ADHÉRER À BETTER WORK

Better Work, un programme phare de l'OIT géré conjointement avec la Société financière internationale qui appartient au Groupe de la Banque mondiale, est actuellement présent dans huit pays et sur le terrain dans plus de 1300 usines, et concerne environ 1,5 million de travailleurs. A travers son action politique à l'échelle mondiale, ainsi que ses services d'évaluation, de formation et de conseil au niveau des entreprises, l'initiative travaille en collaboration avec les gouvernements, les représentants des travailleurs, les employeurs et les grandes marques pour instaurer un changement durable dans l'industrie mondiale du textile,

y compris en soutenant l'adhésion aux législations nationales et internationales du travail.

L'expérience de Better Work renforce la philosophie d'entreprise de Poong In selon laquelle la création et la préservation d'un milieu de travail sain, propre et équitable pour les ouvriers d'usine est bénéfique pour tous, les travailleurs, les entreprises qui les emploient et les marques internationales. Ces conclusions ne sont pas seulement étayées par une multitude d'anecdotes qui font écho à l'histoire de Thanh et Hwan, mais aussi par des études universitaires.

### RÉALISER UNE ÉTUDE DE RENTABILITÉ

Depuis son démarrage, Better Work a collaboré avec des chercheurs indépendants pour comprendre les contraintes complexes et la dynamique des chaînes d'approvisionnement mondiales et identifier lesquelles de ses interventions ont le plus d'impact.

Résultat, un vaste ensemble de données tirées des réponses détaillées aux enquêtes réalisées auprès de 15 000 ouvriers et 2000 cadres d'usines textile, collectées grâce à des tablettes numériques, ainsi que des informations opérationnelles et financières recueillies auprès de la direction des usines. L'information, rassemblée par des partenaires comme l'Université Tufts et combinée avec leur analyse rigoureuse, offre une perspective unique sur des personnes et des processus autrefois méconnus qui contribuent à ce qu'un tee-shirt de marque soit commandé, fabriqué, expédié pour habiller un client comme vous ou moi.





Des enseignements passionnants – y compris sur le comblement des écarts de salaires entre hommes et femmes, l'impact des pratiques internationales d'approvisionnement sur les conditions de travail et les répercussions du travail décent sur les membres de la famille – continuent d'être tirés de l'étude et seront dévoilés dans un rapport détaillé en juillet 2016. Cependant, un résultat apparaît déjà clairement: l'expérience de Poong In est confortée par les chiffres.

La recherche conduite par l'Université Tufts pour Better Work démontre une corrélation directe entre conformité et rentabilité des usines, laissant penser qu'en travaillant mieux on fait de meilleures affaires. Par exemple, l'analyse de 185 usines vietnamiennes et les réponses de 5100 ouvriers ont révélé une hausse de 5,9 pour cent de la rentabilité quand les travailleurs constatent une amélioration de leurs conditions, y compris un sentiment accru de sécurité physique et l'assurance de toucher son salaire.

La hausse de la rentabilité repose principalement sur l'amélioration de la productivité. L'étude a démontré que les travailleurs atteignaient leur objectif de production quotidien presque quarante minutes plus vite que leurs homologues travaillant dans des conditions plus difficiles. «Dans cette industrie mondiale du textile fortement concurrentielle, ces marges représentent un important avantage comparatif», explique Dan Rees, directeur du programme Better Work.

## MIEUX TRAVAILLER POUR MIEUX VIVRE

De nombreux faits attestent qu'un meilleur respect des normes du travail n'est pas seulement bénéfique pour les propriétaires d'usine. En fait, il se traduit directement par du bien-être pour les travailleurs et peut avoir un impact considérable sur le développement social et économique des pays. Le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde consacré à l'emploi, par exemple, a utilisé les données de Better Work pour montrer que les travailleurs employés dans des usines textile plus respectueuses de la législation enregistraient un niveau de satisfaction nettement plus élevé.

Une amélioration de 5 pour cent de la conformité globale de l'entreprise s'accompagnait aussi d'une hausse de 10 pour cent du revenu des travailleurs et de 9 pour cent des fonds envoyés chez eux par les travailleurs. La main-d'œuvre étant féminine pour l'essentiel, la progression du revenu des ouvrières a été porteuse de changement, aboutissant souvent à de plus gros investissements dans la santé et l'éducation des enfants et, partant de là, à un développement plus rapide et plus durable.

«Améliorer les normes du travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'industrie textile, c'est offrir des emplois plus sûrs et de meilleure qualité à des millions de pauvres et de personnes vulnérables», observe M. Rees. «C'est aussi un investissement très rentable, qui promeut la croissance de l'emploi et le développement économique et social.»

# BETTER WORK

Dans les pays en développement, 60 millions de personnes ont un travail dans le secteur de l'habillement. Même si ces usines constituent une source d'emplois appréciable et peuvent contribuer à améliorer les conditions de vie des employés et de leurs familles, les conditions de travail demeurent une préoccupation majeure.

Le programme Better Work – initiative conjointe de la Société financière internationale (SFI) et de l'OIT – a démontré qu'il était possible d'améliorer

les conditions de travail dans le secteur mondial de l'habillement à travers des collaborations entre des politiques publiques et le secteur privé.

Better Work opère désormais dans huit pays sur trois continents. Il touche 1300 entreprises et 1,5 million de travailleurs. Marcel Crozet, photographe à l'OIT, a ramené ces photos de récents déplacements en Haïti, au Lesotho et au Nicaragua.



# Créer des partenariats dans le secteur de l'habillement pour aider employés et entrepreneurs à travers le monde



# DYNAMISER L'EMPLOI DANS LES ÉTATS FRAGILES

A l'ordre du jour de la 105<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail est inscrite la révision d'une recommandation de l'OIT: la recommandation (n° 71) sur l'emploi (transition de la guerre à la paix) qui fut adoptée en 1944.

La révision illustre la préoccupation croissante à l'échelle internationale quant à l'importance de l'emploi et du travail décent dans les pays en situation de fragilité et de crise. Elle s'appuie sur un consensus international grandissant concernant à la fois la nécessité et les moyens de remédier à ces situations et de rétablir la stabilité.

La recommandation révisée est à la croisée des initiatives dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la consolidation de la paix aux niveaux national et international.

Notre reportage en Somalie montre aussi comment l'OIT peut contribuer à mettre en pratique ces initiatives.



# De réfugié au Kenya à propriétaire d'une boutique en Somalie

En octobre dernier, le HCR a annoncé que 5000 réfugiés avaient regagné la Somalie depuis décembre 2014 en provenance du gigantesque camp de réfugiés de Dadaab, au nord du Kenya, qui abrite environ 350 000 personnes. Il a aussi indiqué que 4500 autres réfugiés avaient signé pour leur rapatriement. Cela ne représente qu'un pourcentage minime de l'ensemble des Somaliens qui ont fui leur pays ou leur région d'origine. Les Nations Unies évaluent leur nombre à environ 2 millions – dont plus de 400 000 rien qu'au Kenya.

Mais la réussite de rapatriés comme Mohamud Mohamed peut servir d'exemple pour d'autres qui envisagent de rentrer chez eux. Mohamud a bénéficié d'un projet de l'OIT qui vient en aide à d'anciens réfugiés qui se réinstallent en Somalie pour démarrer une nouvelle vie en leur apportant les compétences requises pour créer une affaire.

*Par Fatuma Musa, Programme OIT Somalie*





Mohamud Mohamed est l'un des nombreux Somaliens qui avaient dû fuir le pays en raison de la guerre civile qui l'a ravagé.

Mohamud est né et a grandi à Baidoa, une ville de la région de Bay au sud de la Somalie, à 250 kilomètres de la capitale somalienne de Mogadiscio.

Quand il était jeune, il est allé à l'école coranique. C'est à cette époque qu'il a appris l'arabe.

Puis il s'est marié et est devenu professeur. Il menait une vie agréable jusqu'à ce qu'éclate la guerre et que les choses prennent une tournure inattendue. Il avait déjà deux enfants quand il a dû quitter son pays à la recherche d'un endroit plus sûr pour vivre. Il est allé au Kenya où il s'est installé avec sa famille dans un camp de réfugiés surpeuplé, rempli d'autres réfugiés somaliens.

«Je n'arrivais pas à trouver de travail et je dépendais de l'aide humanitaire pour subvenir à mes besoins et à ceux de ma famille. Tout ce que je pouvais faire, c'était d'espérer des jours meilleurs», se souvient-il.

## NOUVEL ESPOIR

Les choses ont commencé à changer en 2013 quand il a entendu d'autres réfugiés parler d'un projet qui avait débuté à Baidoa pour aider les rapatriés somaliens à trouver une solution de réinsertion durable. L'idée était de promouvoir des moyens d'existence pérennes sous forme de subventions et de travail contre rémunération.

Quand Mohamud en a entendu parler, il a immédiatement décidé de regagner sa ville natale. La famille s'est réinstallée à Baidoa. Ils ont dû se battre un peu au début mais leur situation s'est progressivement améliorée.

Début 2015, Mohamud a été sélectionné parmi les bénéficiaires du projet de l'OIT relatif aux Solutions durables pour les réfugiés somaliens de retour, par le rapatriement, l'assistance et la promotion de moyens de subsistance durables.

Des professeurs qualifiés ont été enrôlés. Les participants ont été formés à la création et à la gestion d'entreprise. Les sessions de formation ont été menées en langue somali. Le programme avait pour but d'enseigner aux réfugiés somaliens les compétences de base de l'entrepreneuriat et de la gestion des affaires en utilisant les outils de l'OIT «Tout savoir sur l'entreprise» et «Gérez mieux votre entreprise». L'idée était d'établir des conditions qui permettraient aux rapatriés et à leurs

## RENFORCER LA RÉSILIENCE ET L'AUTONOMIE AU YÉMEN

Le Yémen est victime d'un conflit interne qui coûte la vie à des milliers de personnes et qui affecte gravement l'économie. En décembre 2015, l'OIT a lancé un projet de trois ans conjointement avec l'Union européenne et d'autres agences des Nations Unies (PNUD, FAO et PAM).

Le projet intitulé «Renforcer la résilience et l'autonomie dans les communautés yéménites affectées par la crise» est destiné à permettre aux Yéménites de faire face aux chocs économiques, d'accroître la cohésion sociale et de renforcer les institutions locales.

«Ce programme est une étape décisive pour les prochains efforts de reconstruction au Yémen, pour qu'ils ne se limitent pas à la reconstruction des biens mais s'étendent aussi à la restauration de moyens de subsistance et du travail décent», affirme le coordinateur de l'OIT, Patrick Daru.

«Cela dépendra de la grande capacité du peuple yéménite à se relever du conflit et à reconstruire sa vie. Le programme contribuera à son tour à soutenir les efforts de paix», a-t-il ajouté.

Le programme sera mis en œuvre avec le ministre de la Planification et de la Coopération internationale dans quatre gouvernorats prioritaires. Il est financé par l'Union européenne pour un budget total de 34,8 millions d'euros et s'appuie sur les forces respectives des agences de l'ONU qui y participent.

communautés de pourvoir à leurs besoins essentiels et de leur redonner les moyens de vivre dignement.

## METTRE LES COMPÉTENCES EN PRATIQUE

Mohamud était très désireux d'acquérir de nouvelles compétences et s'est très vite fait une idée de l'entreprise qu'il voulait créer. Après la formation, il a participé à un concours de plan d'affaires et s'est vu offrir la possibilité de mettre ses nouvelles compétences en pratique. Il comptait parmi les lauréats du concours. Sa famille était très fière de sa réussite. Il a remporté quatorze jours de formation en gestion financière, ainsi que 500 dollars en espèces pour lancer sa propre affaire.

Mais, avant d'investir son argent, il a décidé qu'il valait mieux évaluer le marché local pour installer sa petite affaire là où aucune autre boutique similaire n'existait.

Après une analyse approfondie du marché local, Mohamud a pris sa décision. Il a ouvert une petite échoppe à Baidoa pour vendre des produits simples comme des confiseries, du sucre, de l'huile. Il est aussi fier d'être à présent le père de six enfants, quatre filles et deux garçons.

«Mon ambition est d'éduquer mes enfants, de leur donner accès à de meilleurs soins de santé et de payer pour leur alimentation quotidienne grâce à cette entreprise et j'espère que Dieu m'aidera sur cette voie», a conclu Mohamud avec un sourire.



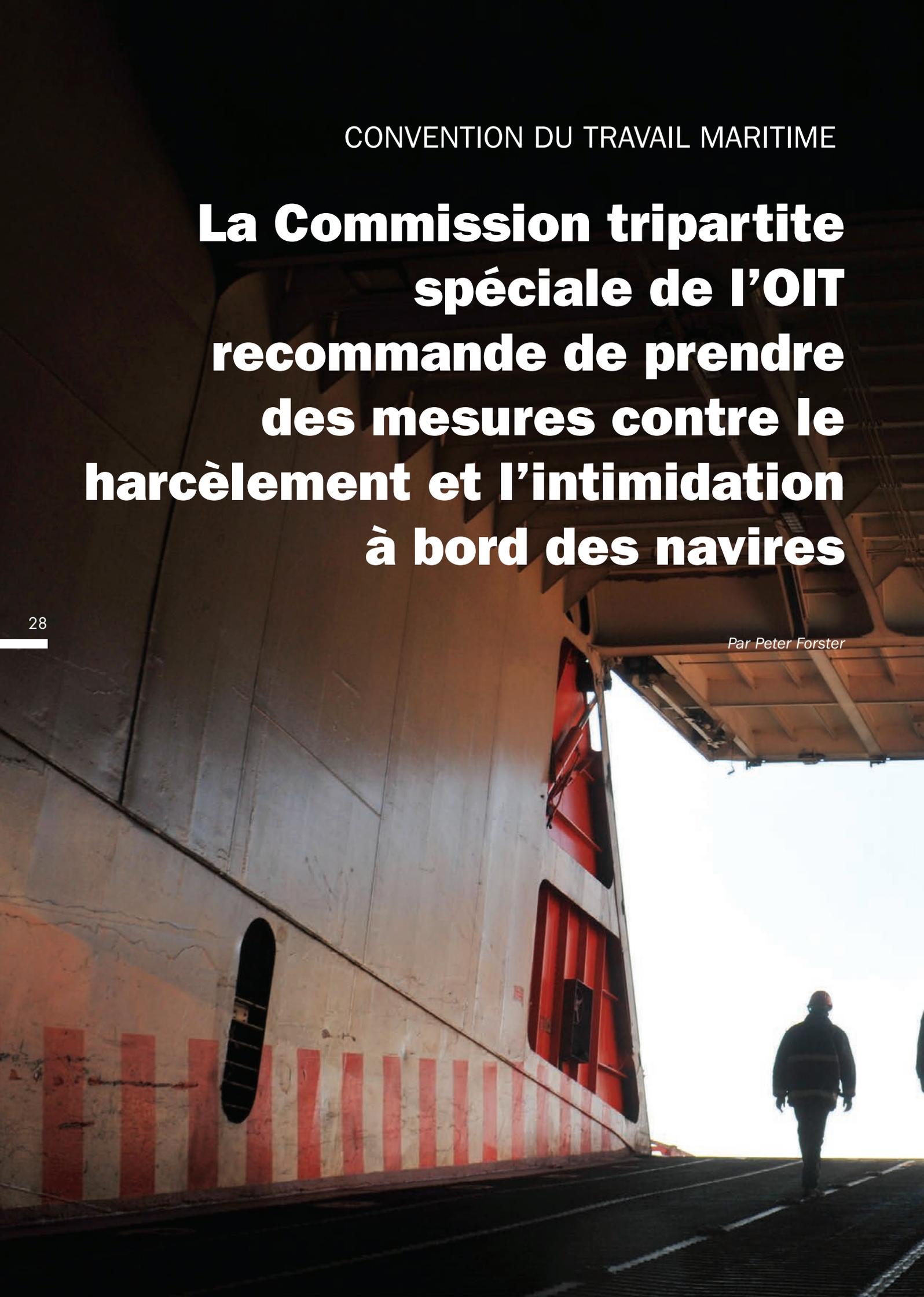
■  
Enfant collectant de l'eau à  
Bini Hoseish, Yémen  
Photo: L. Uhlenhaut/OIT

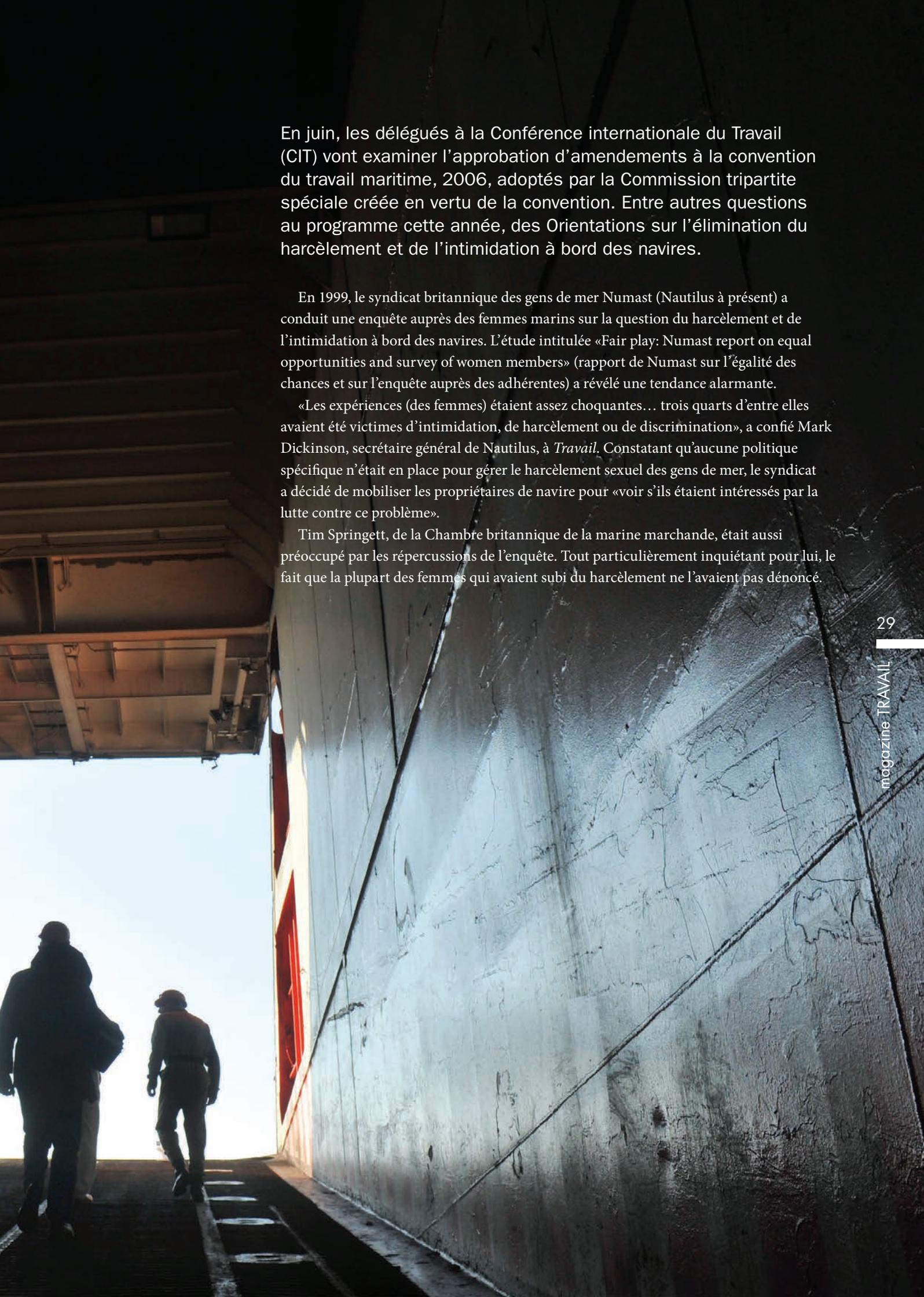
CONVENTION DU TRAVAIL MARITIME

**La Commission tripartite  
spéciale de l'OIT  
recommande de prendre  
des mesures contre le  
harcèlement et l'intimidation  
à bord des navires**

28

*Par Peter Forster*





En juin, les délégués à la Conférence internationale du Travail (CIT) vont examiner l'approbation d'amendements à la convention du travail maritime, 2006, adoptés par la Commission tripartite spéciale créée en vertu de la convention. Entre autres questions au programme cette année, des Orientations sur l'élimination du harcèlement et de l'intimidation à bord des navires.

En 1999, le syndicat britannique des gens de mer Numast (Nautilus à présent) a conduit une enquête auprès des femmes marins sur la question du harcèlement et de l'intimidation à bord des navires. L'étude intitulée «Fair play: Numast report on equal opportunities and survey of women members» (rapport de Numast sur l'égalité des chances et sur l'enquête auprès des adhérentes) a révélé une tendance alarmante.

«Les expériences (des femmes) étaient assez choquantes... trois quarts d'entre elles avaient été victimes d'intimidation, de harcèlement ou de discrimination», a confié Mark Dickinson, secrétaire général de Nautilus, à *Travail*. Constatant qu'aucune politique spécifique n'était en place pour gérer le harcèlement sexuel des gens de mer, le syndicat a décidé de mobiliser les propriétaires de navire pour «voir s'ils étaient intéressés par la lutte contre ce problème».

Tim Springett, de la Chambre britannique de la marine marchande, était aussi préoccupé par les répercussions de l'enquête. Tout particulièrement inquiétant pour lui, le fait que la plupart des femmes qui avaient subi du harcèlement ne l'avaient pas dénoncé.

La chambre était désireuse de s'impliquer. Pour M. Springett, le harcèlement était «quelque chose auquel les employeurs devaient s'atteler puisque cela pouvait signifier que la moitié de la population ne voulait pas prendre la mer parce qu'elle craignait d'être maltraitée».

Ensemble, le syndicat et la chambre ont élaboré des directives et commandité, avec l'aide de l'Union européenne, un programme de formation, une brochure et une vidéo de sensibilisation. A partir de 2004, les directives ont été présentées aux gens de mer par le biais des compagnies maritimes et des syndicats européens. Au fil des ans, le programme a été peaufiné, traduit dans 13 des langues des Etats membres et diffusé grâce au dialogue social afin d'amplifier sa couverture et son impact auprès des marins européens.

Puis, en 2010, est parvenue la nouvelle inquiétante d'une jeune cadette sud-africaine qui serait décédée à bord d'un navire enregistré au Royaume-Uni et naviguant au large de la Croatie, après avoir été harcelée et violée. Si les autorités croates ont conclu à un suicide, les cadets à bord de ce navire et d'autres ont allégué avoir fait l'objet d'une vague de harcèlement physique et psychologique.

Pour M. Dickinson, la nouvelle «nous a rappelés aux dures réalités du secteur auxquelles nous devons répondre – dont l'une était que nous n'avions pas (totalement) fait notre boulot et que nous devons redoubler d'efforts».

## PASSER À L'ÉCHELON INTERNATIONAL

C'était le moment de porter la campagne à l'échelon international.

Avec le soutien de la Fédération internationale des ouvriers du transport et de la Chambre internationale de la marine marchande, un document intitulé *Orientations sur l'élimination du harcèlement et de l'intimidation à bord des navires* a été publié en janvier 2016. Simultanément, les gens de mer ont proposé d'amender les dispositions relatives à la sécurité et la santé au travail de la convention internationale maritime, 2006 (MLC, 2006).

Dans l'éventail des conventions portées par l'OIT, la MLC, 2006, occupe une place de choix. Proposée en 2001 par les armateurs et les gens de mer, elle a pour but de regrouper en un seul document la quasi-totalité des normes minimales nécessaires pour garantir des conditions de travail décentes pour les gens de mer du monde entier. Formalisée par l'OIT en 2006, la MLC est devenue contraignante en 2013, quand 30 pays représentant 33 pour cent du tonnage mondial total l'eurent ratifiée (en mars 2016, on recense 71 ratifications, représentant plus de 80 pour cent du tonnage brut mondial).

S'inspirant des procédures en vigueur au sein de l'Organisation maritime internationale, la MLC fixe des conditions précises pour procéder à un changement

ou un amendement. Dans le cadre de ce processus, une Commission tripartite spéciale (CTS) se réunit régulièrement avec pour mandat d'exercer un «suivi permanent» du fonctionnement de la MLC, 2006.

En février de cette année, la proposition sur le harcèlement et l'intimidation était l'une des trois propositions soumises à la CTS pour examen.

Lors de sa présentation sur ce sujet devant les délégués, Hans Cacadac, du ministère du Travail et de l'Emploi des Philippines, Direction de l'emploi à l'étranger, a dressé aux délégués un tableau dramatique de leur effet sur les équipages de son pays.

«J'ai déclaré en réunion que le harcèlement et l'intimidation à bord des navires avaient été attribués à un nombre grandissant de décès et suicides inexplicables de marins philippins. Pour nous, réduire le tribut payé par les équipages est une priorité absolue», a déclaré M. Cacadac à *Travail*.

Après la discussion, les gouvernements, les armateurs et les gens de mer se sont mis d'accord pour recommander l'amendement des directives relevant de la section sur «la protection de la sécurité et de la santé et la prévention des accidents» avec le texte suivant:

«Il conviendrait de prendre en compte également la dernière version des *Orientations sur l'élimination du harcèlement et de l'intimidation à bord des navires* élaborées conjointement par la Chambre internationale de la marine marchande et la Fédération internationale des ouvriers du transport.»

## LA CIT PRENDRA LA DÉCISION FINALE

L'amendement adopté va maintenant être soumis à la CIT en juin pour un vote d'approbation.

Répondant à une recommandation de la CTS, Natalie Shaw, directrice des questions d'emploi à la Chambre internationale de la marine marchande, a expliqué: «Fondamentalement, un navire fait office de foyer pour les gens de mer, souvent pour neuf mois d'affilée au moins, et si vous avez l'impression de travailler dans un milieu où vous vous sentez harcelé ou intimidé, cela rend le lieu de travail très inconfortable.»

Jon Whitlow, secrétaire des sections Gens de mer, pêche et navigation intérieure de la Fédération internationale des ouvriers du transport, a fait remarquer que l'insertion de la directive dans la MLC «sera importante pour les gens de mer car, comme l'ont noté plusieurs gouvernements pendant la discussion, le harcèlement et l'intimidation peuvent poser problème à bord des navires et c'est quelque chose que nous devons combattre. Nous croyons que des systèmes doivent être mis en place pour les éliminer et nous espérons que cela y contribuera.»

# La Mauritanie renforce sa lutte contre le travail forcé

Selon la dernière estimation de l'OIT, près de 21 millions de personnes dans le monde sont victimes de travail forcé. Afin de mieux lutter contre les formes modernes d'esclavage, la Conférence internationale du Travail (CIT) a adopté en 2014 un protocole et une recommandation venant compléter la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et les instruments internationaux existants en donnant des orientations spécifiques sur les mesures efficaces à prendre pour éliminer toutes les formes de travail forcé.

L'OIT a lancé depuis une grande campagne intitulée «50 for Freedom» afin de promouvoir la ratification du nouvel instrument normatif. Le protocole a déjà été ratifié par plusieurs pays, dont la Mauritanie.



*Travail* a interrogé à ce sujet Hamoud Ould T'Feil Ould Bowbe, Directeur général du Travail de Mauritanie.

## Qu'est-ce que le protocole apporte concrètement à la Mauritanie?

La convention n° 29 a été profondément marquée par le contexte colonial qui prévalait lors de son adoption en 1930. Elle comporte des dispositions dites transitoires ayant pour objectif d'encadrer le recours au travail forcé ou obligatoire. Après le retrait en 2004 lors de la 92<sup>e</sup> CIT du corpus normatif de l'OIT de la recommandation (n° 36) sur la réglementation du travail forcé, 1930, le protocole à la convention n° 29 vient confirmer la suppression de ces dispositions transitoires et moderniser la convention n° 29 en prévoyant des mesures visant à prévenir le travail forcé et en renforçant la protection des travailleurs.

Le protocole prévoit également un accès à des mécanismes de recours et de réparation appropriés et efficaces telle l'indemnisation. Il renforce aussi la coopération internationale en matière de lutte contre le travail forcé ou obligatoire à laquelle mon pays est attaché. Le protocole met aussi l'accent sur le rôle des employeurs et des travailleurs dans la lutte contre le

travail forcé, ce qui est primordial. Tous ces mécanismes sont en cohérence avec la législation nationale du travail soutenue par la volonté politique des plus hautes autorités nationales, volonté qui s'est traduite dans les faits par l'intégration dans le programme électoral du Président de la République Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz de toutes les questions inhérentes au développement social, à la préservation des droits des travailleurs et à la lutte contre toutes les formes d'archaïsme.

## La ratification est une étape. La mise en œuvre est bien plus difficile. Quelles mesures le gouvernement entend-il prendre pour mettre en œuvre le protocole?

La question du travail décent relève des priorités absolues du gouvernement. Nous sommes déjà en train de mettre en œuvre avec le concours du BIT un Programme par pays pour la promotion du travail décent (PPTD) et ce depuis 2012; nous sommes également, présentement, impliqués dans de nombreux projets qui contribuent à sonner, définitivement, le glas des pratiques esclavagistes et tout naturellement des séquelles de l'esclavage. Ces efforts titanesques déjà déployés vont être renforcés après l'intégration dans le corpus juridique national des



dispositions du protocole de 2014 que notre pays vient de ratifier. D'ores et déjà une réflexion est largement engagée, et elle est très avancée, pour l'élaboration d'autres initiatives qui contribueraient à tourner cette page sombre que l'histoire nous a, hélas, léguée, à l'instar des autres peuples, en particulier, au niveau de notre continent.

Il est évident que le protocole renforcera et complètera le cadre de répression des pratiques dites esclavagistes ou analogues au travail forcé, notamment, en favorisant l'accès aux droits, l'information et la sensibilisation du grand public, la sensibilisation des publics à risques y compris les mineurs et les employeurs, et le développement de la formation des professionnels à l'identification et à la protection des victimes. D'ailleurs, il ne serait pas sans intérêt de souligner en l'occurrence que la fatwa de la communauté des Oulémas mauritaniens participe largement à cet effort.

### **Quelle est l'importance du projet de l'OIT «BRIDGE» comme moyen de lutter contre l'esclavage en Mauritanie?**

Le projet de l'OIT «Bridge» vient à point nommé compléter les importantes initiatives déjà entreprises pour lutter contre le travail forcé, initiatives dont je viens de définir les contours. Il s'appesantira sur les priorités qui ont été identifiées par le gouvernement, plus spécifiquement, le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs engagés dans la mise en œuvre

de la loi n° 2015-031 portant incrimination de l'esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes. Il permettra plus spécialement d'appuyer directement le changement législatif, le renforcement des institutions, la recherche pour améliorer l'état de connaissance sur les séquelles de l'esclavage, de prendre en charge les efforts de sensibilisation qui sont amplement importants pour faire évoluer les mentalités, et de soutenir directement les victimes.

### **DU PROTOCOLE À LA PRATIQUE: UN PONT POUR UNE ACTION GLOBALE SUR LE TRAVAIL FORCÉ (PROJET «BRIDGE»)**

Le projet «Bridge» a pour but de renforcer les capacités des différents ministères et parties prenantes afin de développer, appliquer et faire le suivi des politiques et des plans d'action sur le travail forcé au niveau national. Il vise également à proposer des formations afin d'aboutir à une meilleure application des textes de loi et à soutenir les campagnes d'information auprès du public afin de traiter toutes les formes de travail forcé. «Bridge» est un projet d'une durée de quatre ans financé par le ministère du Travail des Etats-Unis.



## Emploi et questions sociales dans le monde 2016: Transformer les emplois pour éradiquer la pauvreté

OIT, Genève, 2016

*Emploi et questions sociales dans le monde 2016* montre que le travail décent est primordial pour réaliser le développement durable et réduire la pauvreté. Le travail décent peut alléger les défis auxquels est confronté le monde du travail de trois manières: il fait entrer sur le marché du travail des catégories historiquement marginalisées et atténue

les pièges de la faible productivité grâce à des institutions et des politiques du marché du travail efficaces; il stimule la croissance économique par l'extension de la protection sociale, des salaires minimaux et des stabilisateurs automatiques; et il rend la croissance plus inclusive en renforçant les normes fondamentales du travail et les droits au travail qui sont essentiels pour enrayer le déclin de la part du travail dans les revenus et faire fléchir les inégalités. Le rapport rappelle l'importance de disposer d'un bon arsenal de politiques économiques, sociales et du marché du travail pour instaurer un environnement favorable où la croissance économique a le maximum d'impact sur la réduction de la pauvreté.

ISBN 978-92-2-130387-9

40 CHF; 40 \$; 26 £; 32 €



## Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2016

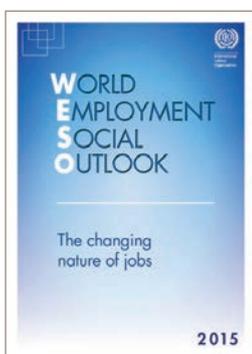
OIT, Genève, 2016

Le WESO: Tendances 2016 présente les dernières estimations mondiales et régionales concernant l'emploi et le chômage, l'emploi par secteur, l'emploi vulnérable, la productivité du travail, l'emploi informel et la pauvreté au travail. S'appuyant sur les données les plus récentes disponibles, le rapport étudie les tendances sous-jacentes et les évolutions conjoncturelles concernant les changements économiques, politiques et sociaux, et présente un panorama à court et moyen terme pour les principales variables du marché du travail. Un accent particulier a été mis sur les variations de l'évolution du marché financier et leurs implications pour la volatilité de l'emploi, la création d'emplois et la croissance du revenu.

ISBN 978-92-2-129632-4

(résumé en français)

20 CHF; 20 \$; 14 £; 16 €



## Emploi et questions sociales dans le monde 2015: Des modalités d'emploi en pleine mutation

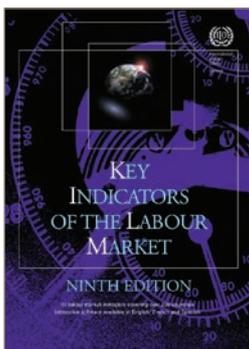
OIT, Genève, 2015

Couvrant les économies avancées, comme les économies émergentes et en développement, le rapport 2015 documente la hausse significative des nouvelles formes de travail (notamment le travail temporaire, l'emploi occasionnel et le travail à temps partiel) et le déclin de la relation de travail classique qui se caractérisait par des emplois à plein temps à durée indéterminée. Le rapport étudie les répercussions de ces formes émergentes de travail sur la productivité et les inégalités de revenus, comment la politique doit s'adapter pour soutenir la création d'emplois et atténuer le risque d'une aggravation de l'insécurité au travail. Il analyse aussi les rôles de la protection sociale, de la réglementation du travail et des chaînes mondiales d'approvisionnement.

ISBN 978-92-2-129263-0

(résumé en français)

40 CHF; 40 \$; 26 £; 32 €



### Indicateurs clés du marché du travail (ICMT), neuvième édition

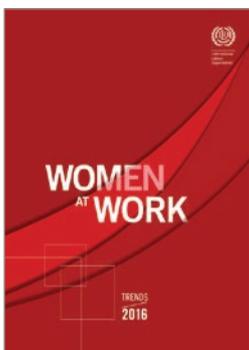
OIT, Genève, 2016

Les ICMT sont un outil de recherche multifonctionnel conçu pour donner facilement accès à des informations et des analyses relatives au marché du travail. Collectant de l'information à partir de banques de données internationales ainsi que des sources statistiques nationales et régionales, les ICMT offrent des données de plus de 200 pays. Grâce à leur logiciel interactif et leur extension Excel, les ICMT simplifient et accélèrent la recherche d'informations et d'analyses pertinentes sur le marché du travail. Cet ouvrage propose un résumé des conclusions et descriptions des indicateurs, ainsi qu'une information détaillée relative aux 36 tableaux des données disponibles gratuitement en ligne.

ISBN 978-92-2-130121-9

(résumé en français)

30 CHF; 30 \$; 20 £; 28 €



### Les femmes au travail: Tendances 2016

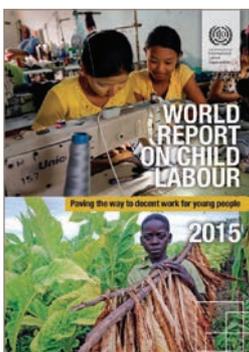
OIT, Genève, 2016

Le rapport *Les femmes au travail: Tendances 2016* offre un tableau de la situation des femmes aujourd'hui dans le monde du travail et de leurs progrès au cours des vingt dernières années. Il examine les tendances et les écarts sur les marchés du travail à l'échelle mondiale et régionale, présente une analyse approfondie des écarts entre les sexes en matière de qualité de l'emploi, et explore les principaux facteurs politiques d'un changement transformateur pour les relations entre hommes et femmes. Les discussions et les recommandations associées concernent trois grandes dimensions: la ségrégation sectorielle et professionnelle, l'écart salarial entre les sexes, et les lacunes du cadre politique pour concilier travail et responsabilités familiales.

ISBN 978-92-2-130795-2

(résumé en français)

25 CHF; 25 \$; 17 £; 22 €



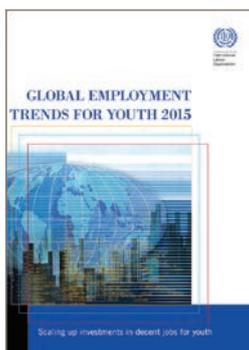
### Rapport mondial de 2015 sur le travail des enfants: Ouvrir aux jeunes la voie du travail décent

OIT, Genève, 2015

Ce second *Rapport mondial sur le travail des enfants* met en évidence les liens étroits entre le travail des enfants et l'emploi des jeunes et la nécessité qui en découle d'unifier les approches politiques. Le rapport présente des données illustrant comment le travail des enfants associé à une éducation limitée conduit à une aggravation de la vulnérabilité des jeunes et des difficultés pour les jeunes en transition vers de bons emplois. Ces données intègrent les résultats des enquêtes de l'OIT sur la transition vers la vie active, un effort sans précédent de collecte de données couvrant 28 pays à revenu faible et intermédiaire à travers le monde.

ISBN: 978-92-2-229689-7

30 CHF; 30 \$; 20 £; 25 €



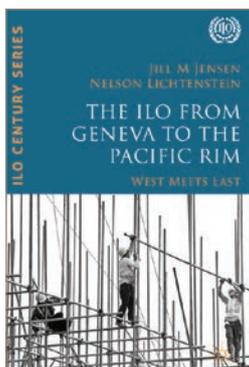
### Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015: Accroître les investissements dans l'emploi décent pour les jeunes

OIT, Genève, 2015

Ce rapport propose une actualisation des principaux indicateurs et tendances du marché du travail des jeunes, en mettant l'accent à la fois sur l'instabilité chronique du marché du travail et les problèmes structurels des marchés du travail des jeunes. Il offre d'intéressantes leçons tirées de «ce qui fonctionne» pour l'emploi des jeunes et des pratiques émergentes dans les réponses politiques. Idéalement, cela contribuera à orienter de futurs investissements dans l'emploi des jeunes, puisque les pays continuent de donner la priorité aux jeunes dans leurs agendas politiques nationaux.

ISBN 978-92-2-230108-9

20 CHF; 20 \$; 14 £; 16 €



### The ILO from Geneva to the Pacific Rim: West meets East

Édité par Jill M. Jensen et Nelson Lichtenstein

OIT/Palgrave Macmillan, Genève/Basingstoke, 2016

L'essor fulgurant de l'Asie de l'Est et l'importance confirmée de l'Amérique centrale et du Mexique ont déplacé le centre mondial des exportations de produits manufacturés de l'Atlantique Nord vers les rivages du Pacifique. Ce volume de contributions inédites examine comment l'Organisation internationale du Travail a contribué à produire une série d'idées et de pratiques, passées et présentes, transnationales ou propres à une nation, pour faire progresser les réformes économiques et sociales dans cette immense région. Coédité avec Palgrave Macmillan dans le cadre de la collection du centenaire de l'OIT.

ISBN 978-92-2-129648-5

90 CHF; 90 \$; 60 £; 85 €



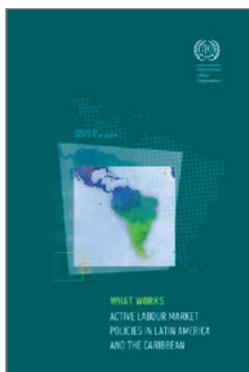
### Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales

Journal internationale de recherche syndicale, Volume 7, Numéros 1-2

Ce numéro double du Journal international de recherche syndicale explore les causes de la répartition inégale des richesses dans les chaînes de valeur mondiales et analyse les mécanismes susceptibles d'assurer une meilleure répartition des richesses immenses générées par ces chaînes.

ISBN 978-92-2-129650-8 ISSN 2076-9806

45 CHF; 45 \$; 32 £; 40 €



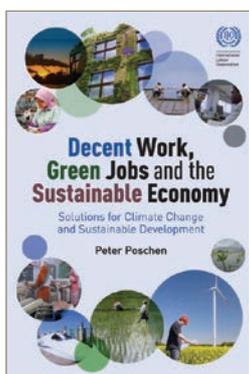
### Ce qui fonctionne: Les politiques actives du marché du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes

OIT, Genève, 2016

Les politiques actives du marché du travail (PAMT) peuvent jouer un rôle central en améliorant l'employabilité des travailleurs, contribuant – directement ou indirectement – à la création d'emplois productifs. Plusieurs pays d'Amérique latine se sont lancés dans une réorientation politique et, grâce à cela, les dépenses publiques consacrées aux PAMT ont nettement augmenté au cours des vingt dernières années. Ce nouveau rapport, qui fait partie des Etudes sur la croissance et l'équité, discute les résultats d'un examen systématique des données existantes concernant les PAMT dans la région et propose de nouvelles conclusions sur ce qui fonctionne, en s'intéressant particulièrement aux politiques menées en Argentine, en Colombie et au Pérou.

ISBN 978-92-2-130379-4

30 CHF; 30 \$; 20 £; 25 €



### Travail décent, emplois verts et économie durable: Solutions pour lutter contre le changement climatique et promouvoir le développement durable

Peter Poschen

OIT/Greenleaf, Genève/Sheffield, 2015

Cet ouvrage affirme que l'emploi qui contribue à la protection de l'environnement et à la réduction de l'empreinte carbone de l'humanité – les emplois verts – peut être un moteur économique, alors même que le monde s'achemine vers un territoire encore largement inexploré, celui d'une économie mondiale durable et économe en carbone. Des résultats positifs sont possibles mais cela suppose une bonne compréhension des possibilités et des défis, ainsi que des politiques spécifiques à chaque pays qui intègrent les dimensions environnementale, sociale et de travail décent pour garantir un processus de transition équitable et harmonieuse. Coédité avec Greenleaf Publishing.

ISBN 978-92-2-129638-6

35 CHF; 35 \$; 25 £; 30 €

**Rejoignez-nous** pour mettre fin à  
l'esclavage moderne



**50forfreedom**

[www.50forfreedom.org](http://www.50forfreedom.org)

21 millions  
de personnes  
victimes du  
travail forcé

